

**Art. 8.** Le budget disponible est réparti entre toutes les initiatives d'animation des jeunes admises dans le cadre du présent arrêté, au prorata du total des points accordés, étant entendu qu'une subvention de la valeur d'au moins 400 points sera octroyée aux nouvelles initiatives d'animation des jeunes qui sont subventionnées pour 30 % maximum des dépenses et qui obtiennent au moins 200 points sur une base annuelle.

**Art. 9.** Du plan directeur en matière d'animation des jeunes, il doit s'avérer que de la part de la commune, un effort substantiel est également fait en faveur de ces groupes-cibles, proportionnellement à leur présence dans la commune, notamment en ce qui concerne l'emploi des moyens, visés à l'article 6, § 2, 2<sup>o</sup>, a) du décret (75 %).

**Art. 10.** Après l'admission au subventionnement du plan directeur en matière d'animation des jeunes par le Ministre flamand compétent pour la culture, celui-ci conclut, par initiative, un accord avec l'administration communale.

**Art. 11.** Les subventions octroyées sur la base du présent arrêté, s'élèvent à 80 % maximum des dépenses destinées au fonctionnement à l'intérieur des champs d'activité acceptés dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 12.** En ce qui concerne les initiatives locales s'adressant aux jeunes défavorisés et les initiatives de formation des jeunes travailleurs subventionnées en 1994 par la Communauté flamande, l'article 10, 2<sup>o</sup> du décret du 9 juin 1993 réglant l'octroi de subventions aux administrations communales et à la Commission communautaire flamande pour la mise en œuvre d'une politique en matière d'animation des jeunes, est appliqué comme suit :

1<sup>o</sup> pour les initiatives déployant une activité en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale :

a) 5 % de la subvention à laquelle l'initiative d'animation des jeunes a droit par application du présent article, est payé par l'administration communale avec les moyens lui étant accordés sur la base de l'article 6, § 2, 2<sup>o</sup>, a) du décret précité;

b) 95 % de la subvention à laquelle l'initiative d'animation des jeunes a droit par application du présent article, est payé par l'administration communale avec les moyens lui étant accordés sur la base de l'article 6, § 2, 2<sup>o</sup>, b) du décret précité;

2<sup>o</sup> pour les initiatives déployant une activité dans la Région de Bruxelles-Capitale, la subvention à laquelle l'initiative d'animation des jeunes a droit par application de l'article précité du décret, est payée par la Commission communautaire flamande avec les moyens lui étant accordés sur la base de l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup> du décret précité.

**Art. 13.** Le Ministre ayant la culture dans ses attributions détermine la procédure administrative pour l'application des dispositions susmentionnées.

**Art. 14.** Le présent arrêté s'applique également aux initiatives accessoires d'animation des jeunes, dans les limites des priorités établies, et étant inscrites au plan directeur en matière d'animation des jeunes de la Commission communautaire flamande.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Par application de l'article 10, 4<sup>o</sup> du décret, la mesure transitoire suivante est établie pour l'année 1994 :

les initiatives d'animation des jeunes qui, sur la base du présent arrêté, désirent être admises aux subventions, soumettent à l'administration communale, avant le 15 février 1994, une demande conformément à l'article 2 du présent arrêté, accompagnée du rapport d'activité de l'année passée et d'une demande d'inscription au plan directeur en matière d'animation des jeunes et adressent en même temps une copie de ces documents à la Direction de la Jeunesse, à titre de vérification.

**Art. 16.** Le Ministre flamand qui a la culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1993.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE .

F. 94 — 282

[C — 27039]

#### 23 DECEMBRE 1993. — Décret complétant l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et modifiant le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** A l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un § 6 libellé comme suit :

« § 6. Par dérogation à l'article 14 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, quiconque, lors de l'entrée en vigueur de ce décret, était titulaire d'une autorisation d'exploiter une carrière ou d'une permission d'exploiter une mine, mais n'était pas titulaire d'un permis de bâtir alors que celui-ci était requis, peut introduire une demande de permis de bâtir en application des §§ 1 à 5 du présent article.

Les demandes de permis doivent être adressées à l'autorité compétente dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil 191 (SE 1993-1994) Nos 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 novembre 1993. — Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 décembre 1993. — Vote.

Les demandes visées à l'alinéa 2 ne peuvent concerner que le périmètre d'exploitation délimité par l'autorisation ou la permission visée à l'article 26 du décret du 27 octobre 1988 et ses dépendances. »

**Art. 2.** A l'article 14, § 1er, du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, les mots « 1<sup>o</sup> ou » sont insérés entre les mots « l'article 41, § 1er » et « 2<sup>o</sup> du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ».

**Art. 3.** L'alinéa 1er de l'article 26 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières est remplacé par ce qui suit :

« A la condition que chacun d'eux ait été délivré, les autorisations d'exploiter une carrière et les permissions d'exploiter une minière délivrées avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'une part, et les permis de bâtir délivrés, soit avant l'entrée en vigueur du présent décret lorsqu'ils étaient requis, soit à la suite d'une demande introduite conformément à l'article 41, § 6, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, d'autre part, tiennent lieu de permis d'extraction.

Toutefois, les titulaires d'une autorisation d'exploiter une carrière ou d'une permission d'exploiter une minière peuvent continuer à exercer leur exploitation jusqu'à la notification de la décision définitive, statuant sur leur demande de permis de bâtir introduite sur base de l'article 41, § 6, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Le deuxième alinéa de l'article 26 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, inséré par l'article 3 du présent décret, ne produit ses effets que pendant cinq ans à partir de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 282

[C — 27039]

**23. DEZEMBER 1993.** — Dekret zur Ergänzung von Artikel 41 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Abänderung des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

**Artikel 1.** In Artikel 41 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein § 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« § 6. In Abweichung von Artikel 14 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche darf jeder, der beim Inkrafttreten dieses Dekrets Inhaber einer Genehmigung zum Abbau eines Steinbruchs oder einer Erlaubnis zum Abbau eines Erztagebaus war aber keine Baugenehmigung innehatte, obwohl diese verlangt war, einen Antrag auf Baugenehmigung in Anwendung der §§ 1 bis 5 des vorliegenden Artikels einreichen.

Die Anträge auf Genehmigung müssen der zuständigen Behörde innerhalb von einem Jahr ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Paragraphen zugeschickt werden.

Die in Absatz 2 erwähnten Anträge dürfen nur das Abbaugbiet, das durch die in Artikel 26 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 erwähnte Genehmigung oder Erlaubnis festgelegt ist, und seine Nebenanlagen betreffen. »

**Art. 2.** In Artikel 14 § 1 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche werden die Wörter « Punkt 1 oder » zwischen die Wörter « Artikel 41 § 1 » und « Punkt 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches » eingefügt.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994.

Ratsdokumente 191 (SE 1993-1994) Nrn. 1 bis 4.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. November 1993. — Diskussion.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1993. — Abstimmung.

**Art. 3.** Absatz 1 von Artikel 26 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche wird durch Folgendes ersetzt :

« Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erteilten Genehmigungen zum Abbau eines Steinbruchs und Erlaubnisse zum Abbau eines Erztagebaus einerseits und die Baugenehmigungen, die entweder vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets, wenn sie verlangt waren, oder infolge eines nach Artikel 41 § 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingereichten Antrags andererseits erteilt worden sind, gelten als Gewinnungsberechtigung, unter der Bedingung, daß jede von ihnen erteilt worden ist.

Die Inhaber einer Genehmigung zum Abbau eines Steinbruchs oder einer Erlaubnis zum Abbau eines Erztagebaus dürfen jedoch bis zur Mitteilung des endgültigen Beschlusses über den auf Grundlage von Artikel 41 § 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingereichten Antrag auf Baugenehmigung weiterabbauen. »

**Art. 4.** Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Der zweite Absatz von Artikel 26 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche, der durch Artikel 3 des vorliegenden Dekrets eingefügt wird, bleibt nur fünf Jahre lang ab seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 23. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,  
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,  
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 -- 282

[C — 27039]

**23 DECEMBER 1993. — Decreet tot aanvulling van artikel 41 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium en tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 41 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium wordt een als volgt luidende § 6 ingevoegd :

« § 6. In afwijking van artikel 14 van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, kan eenieder die bij de inwerkingtreding van dit decreet in het bezit was van een machtiging tot groefontginning of vergunning voor graverijontginning maar niet over de vereiste bouwvergunning beschikte, een bouwvergunningsaanvraag indienen krachtens de §§ 1 tot 5 van dit artikel.

De vergunningsaanvragen moeten bij de bevoegde overheid ingediend worden binnen een termijn van één jaar met ingang van de inwerkingtreding van deze paragraaf.

De in het tweede lid bedoelde aanvragen kunnen slechts betrekking hebben op de ontginningsomtrek, afgebakend in de machtiging of de in artikel 26 van het decreet van 27 oktober 1988 bedoelde vergunning, en zijn bijhorigheden. »

**Art. 2.** In artikel 14, § 1, van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven worden de woorden « 1<sup>o</sup> of » ingevoegd tussen de woorden « artikel 41, § 1, » en « 2<sup>o</sup>, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium ».

**Art. 3.** Artikel 26, eerste lid, van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven wordt vervangen als volgt :

« Gelden als winningsvergunningen, op voorwaarde dat ieder van hen werd afgegeven, enerzijds de vóór de inwerkingtreding van dit decreet toegekende machtigingen tot groefontginning en vergunningen voor graverijontginning en, anderzijds, de bouwvergunningen afgegeven, hetzij vóór de inwerkingtreding van dit decreet indien zij vereist waren, hetzij ten gevolge van een aanvraag ingediend overeenkomstig artikel 41, § 6, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium.

(1) *Zitting 1993-1994.*

*Stukken van de Raad* 191 (BZ 1993-1994) Nrs. 1 tot 4.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 30 november 1993. — Bespreking.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 16 december 1993. — Stemming.

De houders van een machtiging tot groefontginning of vergunning voor graverijontginning mogen hun ontginning echter voortzetten tot de bekendmaking van de eindbeslissing, waarbij uitspraak wordt gedaan over hun aanvraag om bouwvergunning die werd ingediend op basis van artikel 41, § 6, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium. »

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Artikel 26, tweede lid, van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, ingevoegd bij artikel 3 van dit decreet, heeft slechts uitwerking gedurende vijf jaar met ingang van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 283

[C — 27038]

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
complétant l'article 247 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre en œuvre au plus vite une procédure permettant aux titulaires d'autorisation d'exploiter une carrière ou de permission d'exploiter une mine, de solliciter les permis de bâtir nécessaires à l'obtention d'un permis d'extraction et de soumettre l'instruction de ces demandes à enquête publique sans délai;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 247 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est ajouté ce qui suit :

« 9° la construction ou l'installation des dépendances et les modifications sensibles du relief du sol visées à l'article 41, § 6 ».

**Art. 2.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN